



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
N°20230223-DEC-DAEN0154 DU - 5 JUL. 2023
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES APPLICABLES
À LA SOCIÉTÉ ENERGIE VERTE DE VALENCE (EVVA)
SUR LA COMMUNE DE VALENCE**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier,

VU le décret du 30 juin 2021 nommant Mme Elodie DEGIOVANNI, préfète de la Drôme,

VU l'arrêté préfectoral n° 1586 du 27 avril 2000 autorisant la société OMNITHERM à la modification de la chaufferie urbaine de VALENCE LE HAUT, par l'installation d'une centrale de cogénération par turbine à gaz sur le territoire de la commune de la Valence, rue du capitaine Dreyfus ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013142-0021 du 22 mai 2013 instaurant des prescriptions complémentaires suite à l'instruction du bilan de fonctionnement décennal et la suppression d'une turbine à gaz ;

VU le récépissé n° 2017/02 du 24 janvier 2017 relatif au changement d'exploitant de la chaufferie urbaine de Valence précédemment exploitée par la société OMNITHERM, repris par la société Énergie Verte de Valence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018311-0003 du 6 novembre 2018 instaurant des prescriptions complémentaires suite à l'instruction d'une modification des conditions d'exploitation (arrêt d'une chaudière dans le bâtiment historique et ajout d'une nouvelle chaudière dans le bâtiment de cogénération) ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022 instaurant des prescriptions complémentaires dans le cadre de la réduction d'activité de la chaufferie historique Dreyfus (sécurisation des éléments de grandes hauteurs sur la partie historique de la chaufferie Dreyfus, mise à jour des activités restantes exploitées sur site dans le bâtiment dit de cogénération) ;

VU le diagnostic structure du 17 juin 2022, référencé L-AGE202205-571, fourni par l'exploitant en date du 23 juin 2022 ;

VU le rapport et les propositions du 2 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 5 juin 2023 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai de 15 jours ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de suivre et entretenir la cheminée historique et filtre à charbon compte tenu de leur grande hauteur et de l'urbanisation à proximité.

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires qui peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire.

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

SUR proposition de Madame GRAIL-DUMAS, Directrice de cabinet, Secrétaire Générale par intérim,

ARRÊTÉ

Article 1 :

La société Energie Verte de Valence dont le siège social est situé 182 route de la Forêt – 26000 Valence est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 :

Les préconisations formulées par l'organisme spécialisé dans les contrôles techniques de solidité de la cheminée et du filtre à charbon reliés au bâtiment historique de la chaufferie Dreyfus sont réalisées, conformément au rapport de diagnostic du 17 juin 2022 référencé L-AGE202205-571, sous un délai compatible avec les préconisations.

Article 3 :

Un contrôle technique de solidité de la cheminée et du filtre à charbon reliés au bâtiment historique de la chaufferie Dreyfus est réalisé annuellement à compter de la notification du présent arrêté par un organisme spécialisé.

L'organisme spécialisé fournira ses préconisations en termes d'entretien et de surveillance sur le long terme par l'exploitant.

Les rapports de contrôle annuels, incluant les préconisations d'entretien et de surveillance, et les suites données à ces préconisations, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Sauf justifications dûment argumentées, les préconisations sont mises en œuvre dans des délais compatibles avec ceux exposés dans les rapports de contrôle.

Article 4 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 5 :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de VALENCE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de VALENCE fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le maire de VALENCE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement AUVERGNE-RHONE-ALPES chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **5 JUL. 2023**

La préfète,



Elodie DEGIOVANNI

